Membre de L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone: 418 657-4399 *Télécopieur:* 418 657-2096
Courriel: puq@puq.ca *Internet:* www.puq.ca

Diffusion / Distribution:

CANADA Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec) J7H 1N7
Tél.: 450 434-0306 / 1 800 363-2864

FRANCE AFPU-D – Association française des Presses d'université
Sodis, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77 403 Lagny, France – Tél.: 01 60 07 82 99

BELGIQUE Patrimoine SPRL, avenue Milcamps 119, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél.: 027366847

SUISSE Servidis SA, Chemin des Chalets 7, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél.: 022 960.95.32

DANGER PHOTOCOPILLAGE TUE LE LIVRE

La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

L'AMÉRIQUE LATINE

LABORATOIRE DU POLITIQUE AUTREMENT

Sous la direction de
NANCY THEDE et
MÉLANIE DUFOUR-POIRIER

Préface de Hubert Carton de Grammont

Presses de l'Université du Québec

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre :

L'Amérique latine : laboratoire du politique autrement

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-7605-4134-4

1. Mouvements sociaux – Amérique du Sud. 2. Amérique du Sud – Politique et gouvernement – 1980- . 3. Amérique du Sud – Conditions sociales –21e siècle. I. Thede, Nancy, 1949- . II. Dufour-Poirier, Mélanie.

HN110.5.A8A43 2014 303.48'4098 C2014-941549-4

Les Presses de l'Université du Québec
reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada
par l'entremise du Fonds du livre du Canada
et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement
des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Conception graphique
Richard Hodgson

Image de couverture
©Anton Balazh – Fotolia

Mise en pages
Info 1000 Mots

Dépôt légal : 4e trimestre 2014
› Bibliothèque et Archives nationales du Québec
› Bibliothèque et Archives Canada

©2014 – Presses de l'Université du Québec
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

Imprimé au Canada

PRÉAMBULE

C'est une satisfaction immense de présenter ce livre sur la citoyenneté active – comme je définis personnellement les mouvements sociaux – en Amérique latine, mon territoire d'action comme activiste et directeur d'une organisation citoyenne comme l'Institut brésilien d'analyse sociale et économique (IBASE). Lorsque j'étais enseignant et chercheur universitaire dans les années 1980, j'ai étudié attentivement les mouvements sociaux brésiliens. C'était une période d'intense activisme, le début de la redémocratisation du Brésil et de la majorité des pays de la région, particulièrement d'Amérique du Sud. À partir des années 1990, je n'ai pas abandonné la thématique des mouvements sociaux, mais je suis devenu un allié et facilitateur de coalitions et de forums. En effet, en tant

Simon Morin, coordonnateur de la Chaire, qui s'est chargé de réunir et de mettre en forme l'ensemble des éléments du manuscrit. Enfin, cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans la contribution exceptionnelle des acteurs de terrain qui ont inspiré tous ses auteurs : notre propos vise ici en quelque sorte à leur rendre hommage et à saluer les mobilisations auxquelles ils prennent part et qui contribuent à rendre notre monde meilleur. Cet ouvrage leur est dédié.

Nancy Thede
et Mélanie Dufour-Poirier

Juin 2014

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE VII
Cândido Grzybowski

PRÉFACE XI
Hubert Carton de Grammont

REMERCIEMENTS XVII
Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier

INTRODUCTION

LE POLITIQUE AUTREMENT : VERS UN RENOUVELLEMENT DES CADRES ET DES PRATIQUES DE MOBILISATION EN AMÉRIQUE LATINE 1
Nancy Thede

1. La redéfinition des espaces publics et des espaces de vie 7

2. Le renouvellement du politique comme jonction entre espaces publics et espaces de vie 9
3. De multiples expériences de refondation du politique 10
Bibliographie 12

CHAPITRE 1

LA LUTTE POUR L'ESPACE POLITIQUE : LES ORGANISATIONS TOTONAQUES DE LA SIERRA NORTE DE PUEBLA AU MEXIQUE (1960-2013) 13
Pierre Beaucage et Ignacio Rivadeneyra Pasquel

1. La problématique des mouvements autochtones contemporains 14
2. Éléments d'histoire sociale du Totonacapan 16
3. La théologie de la libération et l'intervention de l'Église dans la Sierra : les communautés ecclésiales de base (CEB) 19
4. Un projet de l'État interventionniste : la modernisation économique des campagnes 21
5. Un autre projet de l'État : la modernisation politique et culturelle 22
6. Les théologiens et l'action politique 22
7. L'Organización independiente totonaca (OIT) 24
8. Les deux réélections et la fragilité du « modèle Huehuetla » 28
9. L'UNITONA et la théologie indienne 32
10. L'offensive de l'État et la riposte 35
10.1. La répression 35
10.2. Le tribunal autochtone : un espace conquis 35
11. L'arrivée des compagnies minières et le Consejo Tiyat Tlali 36
Conclusion 38
Bibliographie 40

CHAPITRE 2

DU CONSENSUS DE WASHINGTON À CELUI DU « BIEN-VIVRE » EN ÉQUATEUR 43
Simon Morin

1. Qu'est-ce que le bien-vivre ? 45
2. Le contexte néolibéral d'une mobilisation autochtone (in)fructueuse 46
3. Le récit d'un virage à gauche en Équateur 48
4. L'institutionnalisation du bien-vivre comme projet de développement national 51
4.1. Le développement interculturel et plurinational 52
4.2. Le développement durable 53
4.3. Le développement humain 55
5. Les contradictions du bien-vivre 56
6. Le renouvellement de la mésentente sociale 57
7. Le bien-vivre comme recadrage de la mobilisation autochtone ? 60
Bibliographie 62

CHAPITRE 3

LE PLURALISME, LES CONFLITS ET LES AVANCÉES AU SEIN DU MOUVEMENT DES FEMMES AUTOCHTONES EN BOLIVIE 63
Stéphanie Rousseau

1. Les organisations de femmes autochtones boliviennes 65
2. Les conflits et les tensions au sein du mouvement des femmes autochtones 70
3. Les organisations de femmes autochtones et leur rapport au féminisme 75
Conclusion 80
Bibliographie 81

CHAPITRE 4

DÉCOLONISER NOTRE REGARD : LA DISCRIMINATION ENVERS LES FEMMES AUTOCHTONES DES AMÉRIQUES 83
Marie Léger

1. La mise en contexte 83
2. Les mouvements cloisonnés, les protections juridiques cloisonnées : femmes autochtones invisibles 85
2.1. L'invisibilité des femmes autochtones dans certains jugements de la Cour interaméricaine des droits de l'homme 87
2.2. L'invisibilité des femmes autochtones dans les politiques publiques 90
3. Les droits des femmes et les droits des peuples autochtones : une difficile, mais nécessaire articulation 92
4. Décoloniser notre regard : principes méthodologiques et éthiques 94
4.1. Les femmes autochtones productrices de connaissances et actrices de changement 96
4.2. La prise en compte des systèmes normatifs, spirituels et culturels des peuples autochtones 99
4.3. Le travail de récupération culturelle 101
Conclusion 102
Bibliographie 103

CHAPITRE 5

LE CLIENTÉLISME « À L'ENVERS » DES DIRIGEANTES DES ORGANISATIONS POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LIMA 105
Nora Nagels

1. Les approches du clientélisme 106
2. Le contexte historique 108
2.1. Vers la création d'un mouvement social de femmes des quartiers populaires 108
2.2. Le fujimorisme : désagrégation sociale, individualisme et violence 111
2.3. Le nouveau retour à la démocratie 112

3. Le clientélisme « à l'envers » 115
3.1. « Se laisser coopter » 116
3.2. « Faire son marché politique » 117
Conclusion 120
Bibliographie 122

CHAPITRE 6

UN ESPACE POLITIQUE MENACÉ : LE MOUVEMENT FÉMINISTE HAÏTIEN ET LES EFFETS PERVERS DE L'AIDE HUMANITAIRE **123**
Denyse Côté

1. Le contexte de la présence étrangère en Haïti 125
2. La présence humanitaire et le mouvement féministe haïtien 129
Conclusion 137
Bibliographie 138

CHAPITRE 7

LES RAPPORTS ENTRE PARTIS POLITIQUES ET MOUVEMENTS SOCIAUX AU BRÉSIL **141**
Charmain Levy

1. Les mouvements sociaux et les partis politiques : une relation complexe 141
2. Les mouvements sociaux : de la théorie à la pratique 143
3. Trois mouvements sociaux brésiliens 146
3.1. Le mouvement pour le logement urbain 146
3.2. Le mouvement des femmes 148
3.3. Le Mouvement des sans-terre (MST) 150
4. Un bref historique de la relation entre les mouvements sociaux et le PT 152
5. Le changement de cap de 2003 155
Conclusion : le paradoxe des rapports entre mouvements sociaux et pouvoir politique 157
Bibliographie 160

CHAPITRE 8

LES ENJEUX ET LES TENSIONS DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE : ÉTUDE D'UNE COALITION NORD-SUD **163**
Mélanie Dufour-Poirier

1. Les coalitions syndicales internationales : une mise en situation 163
2. Les enjeux se cachant derrière la solidarité syndicale internationale 165
3. Un terrain de recherche inusité 167
4. La coalition étudiée : une évolution en trois temps 168
4.1. La phase 1 : essor et inclusion (1990-2004) 169
4.2. La phase 2 : expansion et consolidation (2005-2006) 173
4.3. La phase 3 : éclatement et retrait (2007-2008) 175

5. Les tensions associées à la solidarité syndicale internationale 177
6. Les pistes de réflexion finales 181
Bibliographie 183

CHAPITRE 9

LA CONTESTATION SOCIALE CHEZ LES ORGANISATIONS SOCIALES EN COLOMBIE (2008-2014) **185**
Leila Celis

1. Les luttes pour l'accès à la terre : autogestion et exigibilité 187
2. La réaction paradoxale de l'État face aux demandes paysannes 189
2.1. L'escalade répressive contre les organisations paysannes 189
2.2. La prolifération des reconnaissances des droits et la défense des droits humains 191
3. Les effets de la répression sur les organisations sociales : la résistance défensive 193
3.1. Les changements directs : les réajustements devant la répression 193
3.2. Les changements indirects : la lutte en termes de droits humains 196
4. La défense des droits humains comme cadrage 199
Conclusion 203
Bibliographie 205

CHAPITRE 10

LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS AU HONDURAS APRÈS LE COUP D'ÉTAT DE 2009 : UN DISCOURS HISTORIQUEMENT SITUÉ **207**
Guillaume Charbonneau

1. Les relations sociales de propriété au Honduras : de la colonisation au coup d'État 208
2. La perception des défenseurs des droits humains honduriens 212
2.1. Le coup d'État du 28 juin 2009 et la défense des droits humains au Honduras 213
2.2. L'État hondurien et les violations des droits humains (rôle et responsabilités) 214
2.3. La communauté internationale et le coup d'État du 28 juin 2009 216
2.4. Les droits humains en tant que vecteur de mobilisation 218
2.5. La défense des droits humains : de la théorie à la pratique 220
3. Un discours ancré dans la réalité, mais loin d'être une panacée 221
Bibliographie 224

CHAPITRE 11

LES DEUX VISAGES DE JANUS ? LES DROITS HUMAINS DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA EN AMÉRIQUE CENTRALE **227**
Marc-André Anzueto

1. Les droits humains en politique étrangère canadienne : une orientation internationaliste 229
   1.1. Une idée dominante mise en œuvre en Amérique latine depuis plus d'un demi-siècle 230
   1.2. Les droits humains dans l'internationalisme : identité, sécurité et souveraineté 232
2. L'influence du cas chilien (1973) sur la politique étrangère canadienne en Amérique latine 235
   2.1. Le recadrage des droits humains : influences externes et internes par rapport à l'Amérique latine 236
   2.2. Le dernier mandat de Trudeau (1980-1984) : la tension entre droits humains et intérêts nationaux 238
3. L'indépendance et l'internationalisme : repositionnement sous Mulroney (1984-1993) 240

Conclusion : l'autre visage de Janus et la fin du mythe internationaliste 243
Bibliographie 245

CONCLUSION

LES ASSISES DU POLITIQUE AUTREMENT **247**
Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier

1. Les cadres, les identités et les espaces en trame de fond 249
2. La redéfinition du politique : à la frontière des espaces publics et des espaces de vie 250
3. Les espaces publics : premier versant de la refondation du politique 251
4. Les espaces de vie : deuxième versant de la refondation du politique 252
5. Les tensions et les logiques de transformation multiples derrière la refondation du politique 254
6. L'avenir du politique en Amérique latine 256

Bibliographie 258

NOTICES BIOGRAPHIQUES **259**

INTRODUCTION

LE POLITIQUE AUTREMENT

Vers un renouvellement des cadres et des pratiques de mobilisation en Amérique latine

Nancy Thede

Les mouvements sociaux ont repris l'initiative de la mobilisation politique en Amérique latine – certains diraient même qu'ils sont désormais en mode offensif (Gaudrichaud, 2013, p. 9). On a pu penser un temps que les virages à gauche du début des années 2000 plaçaient l'initiative politique dans le camp de ces nouveaux gouvernements issus d'alliances avec des acteurs collectifs importants, présents dans leurs sociétés civiles respectives. Dans les faits, les gouvernements de gauche ont joui d'une grande crédibilité auprès des mouvements sociaux pendant plusieurs années. Toutefois, les débats sociaux et politiques récents ont enjoint plusieurs de ces groupes à prendre leurs distances face à ces nouveaux gouvernements ; en même temps, dans des pays restés à l'écart du virage à gauche, plusieurs mouvements

relation entre société et vie, société et biosphère, société et développement durable, et, enfin, la dimension socioenvironnementale comme trame centrale du politique.

En même temps, l'élargissement des droits de citoyenneté – en abordant les questions d'identité –, des droits du « territoire du corps » – dont les droits reproductifs et d'option sexuelle –, amène un élargissement de l'espace public et du politique : une « déprivatisation ». Les mouvements sociaux de l'Amérique latine sont nombreux à avoir au centre de leur existence la volonté de radicalisation de la politique et la « démocratisation de la démocratie », comme le revendiquent les féministes. Après tout, la vie et la politique ne sont pas en soi dissociées, elles l'ont été précisément pour instaurer la domination sexiste, raciste et excluante.

Enfin, comme activiste citoyen, je me reconnais dans les questions soulevées par les chapitres qui composent le livre. Plus encore, je trouve en cet ouvrage une œuvre de référence pour penser ce qui se passe ; nous pouvons y trouver inspiration pour une nouvelle grande vague de démocratisation de l'Amérique latine. Ici, il se passe des choses uniques, mais en même temps fondamentales pour l'avenir de la vie et de la planète, un avenir de justice socioenvironnementale, de droits de citoyenneté et de participation démocratique.

Cândido Grzybowski

Directeur de l'Institut brésilien
d'analyse sociale et économique (IBASE),
Rio de Janeiro, juin 2014

PRÉFACE

En 1972, Theotonio Dos Santos, le père de la théorie de la dépendance, a prédit que l'Amérique latine allait connaître « un processus de radicalisation politique selon deux pôles opposés : le socialisme et le fascisme », ajoutant : « dit autrement, l'Amérique latine est entrée dans une phase de transition vers le socialisme » (Dos Santos, 1972, p. 11-13). Pour lui, le Brésil d'alors représentait la voie du fascisme, tandis que le Chili de Salvador Allende constituait la pointe de l'iceberg d'un futur meilleur qui ne pouvait qu'aboutir au socialisme. Il revenait aux sciences politiques de saisir ce passage du fascisme au socialisme en mettant en évidence les tendances économiques et sociales

pouvant mettre sur le chemin de la révolution « les ouvriers, étudiants, intellectuels, paysans, soldats, petits propriétaires, gens du peuple, gens de peu... » (Dos Santos, 1972, p. 323-324).

Quelques décennies plus tard, nous le savons, l'histoire latino-américaine, loin de suivre ce chemin ainsi tracé, a produit de nombreux avatars. Pendant les années 1970 et 1980, les dictatures militaires s'imposent en Amérique du Sud (Chili, Argentine, Bolivie, Équateur, Pérou), tandis que, plus tard, le continent latino-américain rejoint la troisième vague de démocratisation qui, selon Huntington, devait favoriser l'expansion à l'échelle mondiale de la démocratie représentative inspirée des modèles français ou américain. Ce qui devait garantir, après la chute du mur de Berlin, l'apogée du modèle démocratique libéral, comme l'a proposé Fukuyama.

En ce début du XXIe siècle, la toute jeune démocratie latino-américaine s'est exprimée par le virage à gauche de nombreux gouvernements qui avaient le soutien de mouvements populaires hétérogènes, désignés sous les termes de nouveaux mouvements sociaux, nouvelle gauche ou société civile. L'arrivée au pouvoir de ces gouvernements de gauche, qui semblait donner raison à Theotonio Dos Santos, a bien entendu suscité de nombreux espoirs en dépit de leurs différences évidentes ; en simplifiant les choses, on peut les qualifier de gouvernements de gauche réformistes (Brésil, Chili, Uruguay, Argentine) ou de gouvernements de gauche radicaux (Vénézuéla, Bolivie, Équateur). Certains pays se sont dotés de régimes si ambigus qu'il est difficile de les caractériser comme le Nicaragua de Daniel Ortega ou le Paraguay lors du bref passage de Fernando Lugo à la présidence.

Comme nous le savons, cette étroite alliance entre mouvements populaires et partis politiques de gauche, souvent créés de fraîche date, a été de courte durée. Au-delà des inévitables particularités de chaque pays, certains constats leur sont communs. D'abord, la gauche s'est révélée incapable de modifier la structure économique et de faire accéder la population pauvre à de meilleures conditions de vie. Par ailleurs, la société a perdu ses illusions vis-à-vis du politique, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne s'investit pas dans la recherche de nouvelles formes d'organisation populaire.

L'impossibilité (ou incapacité ?) de modifier les règles du jeu imposées par le marché marque la ligne de fracture. La division internationale du travail, amorcée au XIXe siècle, ne fait que se renforcer avec, d'une part, l'expansion de l'agriculture d'exportation, l'explosion de l'industrie minière et le développement de l'exploitation pétrolière

et, d'autre part, l'existence d'un secteur manufacturier dépendant des processus de décentralisation en réseau des entreprises internationales. Il n'existe pas, sur le plan économique, de vraie différence entre les pays gouvernés par la gauche et ceux dirigés par la droite, car, dans les deux cas, ils sont toujours dominés par la dynamique des pays industrialisés. Sans doute s'agit-il là d'un problème majeur qui dépasse les possibilités d'action d'un pays, ou même d'un groupe de pays, mais les conséquences de cet état de fait sont graves pour les populations locales : dégradation accélérée des écosystèmes, destruction de l'économie familiale dans l'agriculture surtout, mais aussi dans les villes, diminution de l'emploi tandis que s'élargit la part du travail informel et que s'accentue le niveau de pauvreté.

La démocratie représentative, conquise dans la plupart des pays au prix de luttes sanglantes contre les dictatures militaires, s'est, nous l'avons dit, montrée incapable d'améliorer les conditions de vie de la population. Ce deuxième constat a des conséquences encore plus lourdes, car il provoque une vague de désillusion vis-à-vis non seulement des gouvernements en place, mais aussi des partis politiques de gauche. Certes, ce problème n'est pas propre à l'Amérique latine, car il semble inhérent à la démocratie elle-même. Rappelons l'existence du social-libéralisme européen.

Un rapide passage en revue des conflits qui opposent actuellement de nombreuses organisations populaires à leur gouvernement fait naître une étrange impression : il n'y aurait pas, là encore, de grandes différences entre les pays « de gauche » et les pays « de droite » comme le Mexique.

Cette formidable espérance, cette promesse même, de pouvoir créer des sociétés plus justes grâce à la démocratie représentative a bien vite montré ses limites, pour ne pas dire qu'elle a fait long feu. Qu'il y ait virage à gauche, continuité à droite ou alternance politique, le désenchantement des « gens du peuple », selon l'expression de Dos Santos, est profond.

Cette divergence entre la société et la politique, créée dans une partie de la population, conduit celle-ci à un total désintérêt pour la démocratie représentative. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne cherche pas à construire de nouvelles formes d'organisation populaire, ne serait-ce que pour subsister face à la marchandisation extrême de son espace de vie. Par ailleurs, certaines fractions de la population considèrent que la politique reste nécessaire pour, paraphrasant Touraine (1997), un vivre-ensemble malgré les différences, à condition toutefois d'ouvrir

la politique à la participation des organisations sociales. Aujourd'hui, nous connaissons bien ce débat interminable qui oppose démocratie représentative (formelle ou électorale) et démocratie participative (réelle, radicale ou délibérative).

Ces divers constats constituent le point de départ du livre que nous avons entre les mains. Non seulement ils ordonnent la réflexion qui sous-tend les différents travaux qui le composent, mais ils servent aussi de soubassement à la posture méthodologique qui s'ouvre dans l'introduction et se clôt dans la conclusion. Sans vouloir les hiérarchiser, voici trois points qui me semblent particulièrement significatifs.

C'est d'abord l'idée d'« amorcer un décentrage de la théorie » (cet ouvrage, p. 4). À partir de réalités complexes et différenciées, il s'agit d'incorporer toutes les études de cas utiles à la réflexion sans privilégier celles qui vont dans le sens de nos convictions. Il faut se mettre en quête des différences plutôt que de retenir avant tout les similitudes, saisir le système social dans toute sa complexité sans lui surimposer une nouvelle utopie universelle capable d'unir une fois de plus les « gens du peuple ».

C'est ensuite la suggestion de reprendre un concept, celui de « cadrage », en en précisant le contenu. Il faut le concevoir « comme [un] processus de signification et d'identification souple et variable » (*ibid.*), c'est-à-dire en changement constant, selon la conjoncture, la perspective ou les nécessités des acteurs, et non pas comme une « mécanique ou [une] série prédéterminée d'étapes à franchir » (*ibid.*). Aussi faut-il le concevoir comme « une quête de sens » (*ibid.*), un sens qui naîtrait de l'interaction entre les individus qui participent à l'action collective, et non comme une idéologie élaborée par des dirigeants dans le but de mieux séduire/contrôler les adhérents d'une organisation ou d'un mouvement social. Cette idée nous oblige à parler de cadrages successifs ou de recadrage permanent des acteurs.

Le troisième point, dans la conclusion du livre, concerne la redéfinition des espaces publics et des espaces de vie. Le fait que ces deux espaces sont pensés en fonction de leur articulation en est l'idée novatrice. L'un est le reflet de l'autre ; bien plus, l'un n'a pas de sens sans l'autre. « Les espaces publics peuvent se définir comme les lieux d'expression et de confrontation des idées concernant le vivre-ensemble. De leur côté, les espaces de vie renvoient aux territoires, aux pratiques et aux lieux de production et de reproduction sociale » (*ibid.*, p. 250). Le contenu de ces espaces, précise-t-on, émane « d'une construction active des membres d'une collectivité de leur environnement social et physique » (*ibid.*, p. 252). La proposition que l'on nous fait dépasse donc

amplement l'idée traditionnelle de foyer ou de famille pour inclure l'ensemble des institutions sous contrôle de la société. Elle nous rapproche peut-être de la notion de société civile, cependant, le concept d'espace de vie me semble plus riche pour diverses raisons : il ne présuppose pas l'existence d'une organisation formelle, bien que cela soit souvent le cas, qu'elle soit reconnue par la loi ou l'État ; il définit un espace contrôlé par des groupes populaires face au monde bien plus hétérogène de la société civile qui est amplement pénétrée par les institutions étatiques ou patronales. Mais l'espace de vie est avant tout, me semble-t-il, le fruit de l'action collective et représente essentiellement un « projet de vie ». Dans de nombreux cas, sans doute, ce projet de vie s'appuie sur un projet politique, mais cette articulation n'est pas indispensable.

Dans cette perspective, la relation entre la société et la politique devient bien plus mouvante que dans la conception propre à la démocratie représentative. Les limites entre l'espace public et l'espace privé sont constamment mises en question, car les termes de l'équation de la démocratie représentative où la société est l'espace résiduel, non occupé par les partis politiques ou l'État, se redéfinissent constamment dans le cadre de la démocratie participative, dans la mesure où celle-ci s'approprie des prérogatives qui se situent normalement en dehors de son champ d'action.

En résumé, ce qui est proposé au lecteur, c'est d'abandonner ses certitudes et, au lieu de chercher les tendances qui permettraient de dessiner le futur des sociétés latino-américaines, d'analyser les processus et les enjeux des différents acteurs et de repenser les théories et les méthodologies. J'ajouterais que, pour ce faire, il est nécessaire de revoir la division du travail existant entre les sciences politiques, la sociologie et l'anthropologie et d'abandonner la spécialisation des sciences sociales qui tend à simplifier les problèmes alors qu'il convient de se rapprocher le plus possible de la complexité de la vie telle qu'elle se présente aux « gens du peuple ».

Hubert Carton de Grammont

Instituto de Investigaciones Sociales,
Universidad Nacional Autónoma de México